



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Personne publique :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON

CENTRE ADMINISTRATIF ANDRE BENECH
191, Avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

N° Affaire : 24A0213

Objet de la consultation :

HOPITAL LAPEYRONIE – RELOCALISATION DE L'UCA (unité de chirurgie ambulatoire)

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure adaptée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1, R. 2123-1, R 2123-4 à 6 et R. 2131-12 du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres : **29/01/2025 - 12h00**

Dates visites facultatives (fortement conseillée)

18 décembre 2024 - 10h30

07 janvier 2025 - 10h00

DEPOT DES OFFRES EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME
DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) A L'ADRESSE SUIVANTE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2655864&orgAcronyme=x7c>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 -	DUREE DU MARCHÉ PUBLIC	4
2 - 1 -	DUREE DU MARCHÉ PUBLIC	4
2 - 2 -	RECONDUCTION	5
ARTICLE 3 -	DECOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC	5
3 - 1 -	TRANCHES	5
3 - 2 -	LOTS	5
3 - 3 -	PHASES	5
ARTICLE 4 -	PROCEDURE	5
4 - 1 -	TYPE DE PROCEDURE	5
4 - 2 -	DELAÏ DE VALIDITE DES OFFRES	5
4 - 3 -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4 - 4 -	MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE	7
4 - 5 -	MODIFICATIONS DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
4 - 6 -	COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES	7
4 - 7 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	7
4 - 8 -	UNITE MONETAIRE	7
4 - 9 -	MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT	7
ARTICLE 5 -	ESSAIS VISITES ET DEMONSTRATIONS	7
5 - 1 -	ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	7
5 - 2 -	DEROULEMENT DES ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	7
5 - 3 -	FIN DES ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	7
5 - 4 -	VISITE DES LOCAUX	8
5 - 5 -	APPRECIATION TECHNIQUE DES OFFRES	8
ARTICLE 6 -	MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES	8
6 - 1 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	8
6 - 2 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS	9
6 - 3 -	PRESENTATION DES PLIS	9
6 - 4 -	CONTENU DES PLIS	10
6 - 5 -	ENVOI ET RECEPTION DES PLIS	13
ARTICLE 7 -	VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	14
ARTICLE 8 -	EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES	14
ARTICLE 9 -	VARIANTES	16
9 - 1 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DES SOUSMISSIONNAIRES (VARIANTES LIBRES)	16
9 - 2 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR (PSE OBLIGATOIRES OU FACULTATIVES OU SOLUTIONS ALTERNATIVES)	16
ARTICLE 10 -	NEGOCIATION	16
ARTICLE 11 -	ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC	17
ARTICLE 12 -	NOTIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC	17
ARTICLE 13 -	RECOURS CONTENTIEUX	17
13 - 1 -	INSTANCES CHARGEES DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX	18
13 - 2 -	INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX	18

Les travaux consistent en la :

RELOCALISATION DE L'UCA (unité de chirurgie ambulatoire)

Les travaux se situent au niveau -1, zone 8C, Tripode SUD de l'hôpital LAPEYRONIE.

Ils concernent une Surface dans œuvre (S.D.O.) : 765 m²

Le programme du projet est le suivant :

- La création d'une zone d'entrée dédiée au service avec l'aménagement d'un cheminement piétonnier extérieur.
- La création d'un bureau d'accueil et d'une zone d'attente pour la gestion administrative des patients à leur arrivée dans le service.
- Une entrée coté blocs opératoires permettra l'attente des patients programmés en Jo. Cette zone est équipée d'un vestiaire-déshabilleur et d'un sanitaire.
- Elle servira également d'accès dédiée aux personnes en situation de handicap dont la prise en charge sera adaptée.
- Un local bagagerie sera dédié aux personnes prévus en long séjour.
- Les chambres actuelles seront transformées en boxes dans un objectif de les équiper pour 25 brancards d'ambulatoire. Ces zones seront équipées de sanitaires et de vestiaires-déshabilleurs permettant aux patients de se préparer avant et après intervention.
- Les boxes seront répartis en deux zones : Pédiatrique et adultes afin de minimiser les croisements entre adultes et enfants. Les boxes pédiatriques seront équipés de zones de changes pour les enfants en bas-âge.
- Un îlot box regroupant 5 boxes sera équipé d'un box PMR et d'un box non PMR équipés d'une porte et permettant également d'isoler un patient le cas échéant sans grever le reste de l'activité, ils seront sinon normalement destinés aux personnes à mobilité réduite pour le box PMR et d'une activité non PMR pour l'autre.
- Le service sera équipé d'un sanitaire et d'une douche accessible PMR.
- A proximité de la sortie, sera créé un salon « d'aptitude aux repas » permettant aux patients de manger à la sortie des boxes avec l'installation d'un office à proximité direct. Les repas distribués seront sous forme de buffets froids.

Le service sera équipé de toutes les commodités nécessaires à son fonctionnement :

- Création d'un secrétariat équipé pour trois postes de travail,
- 1 Bureau cadre de santé
- 1 Bureau infirmier
- 1 zone de préparation soins
- 1 bureau d'entretien de sortie (à proximité de la préparation soins pour les pansements),
- 1 salle de repos et un sanitaire pour le personnel
- 1 office sale
- 1 local linge
- 1 réserve DMS
- 1 réserve matériel.

Des travaux de mise en conformité du désenfumage sont à prévoir par la création de gaines de désenfumage et d'air neuf.

Des recoupements et des limites de zones sont à créer (distances entre recoupements des circulations <25m).

Pour l'établissement suivant :

- CHU de Montpellier

La consultation aboutira à un :
☒ Marché ordinaire pour chaque lot

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :
45000000 : travaux de construction

Lot n°1 Démolition, Gros-Oeuvre, Sciages et Percements, Structures, Etanchéité, Carrelages, Faïences
45262500 : Travaux de maçonnerie
45111100-9 : Travaux de démolition

Lot n°2 Cloisons, doublages, faux plafonds
45421152-4 : Installation de cloisons
45324000-4 : Travaux de pose de plaques de plâtre
45421146-9 : Mise en place de plafonds suspendus

Lot n°3 Menuiseries intérieures et signalétique
45421000-4 : Travaux de menuiserie
45421131-1 : Pose de portes

Lot n°4 Menuiseries extérieures, fermetures et occultations
45421000-4 : Travaux de menuiserie
45421130-4 : Poses de portes et de fenêtres
45421145-2 : Travaux d'installation de volets roulants

Lot n°5 Génie climatique
45331000-6 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

Lot n°6 Plomberie sanitaires
45330000-9 : Travaux de plomberie
45332400-7 : Travaux d'installation d'appareils sanitaires

Lot n°7 Courants forts, courants faibles, sécurité incendie, sureté
45311200-2 : Travaux d'installations électriques
45314310-7 : Installation de câblage

Lot n°8 Sols souples, peinture, nettoyage de chantier
45432100 : Travaux de pose de revêtements de sols souples
45442110 : Travaux de peinture de bâtiments

Lot n°9 Fluides médicaux
45330000-9 : Travaux de plomberie

Lot n°10 Métallerie, Serrurerie
45223110-0 : Installation de structures en méta

Lot n°11 V.R.D, Signalisation routière
45111291 : Travaux d'aménagement de terrain

Les références au code nomenclature du CHU applicables sont les suivantes :
OPT : opération travaux

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHÉ PUBLIC

2 - 1 - Durée du marché public

Pour chaque lot, le marché public sera conclu pour une durée de 9 mois dont 2 mois de préparation.

Les travaux démarrent à compter de l'Ordre de Service de démarrage prescrivant à l'entrepreneur titulaire du lot n°1 de commencer les travaux lui incombant (une copie de cet Ordre de Service notifié sera transmise aux titulaires des autres lots).

La date prévisionnelle de commencement des travaux est fixée au 2^{ème} trimestre 2025.

2 - 2 - Reconduction

Le marché est-il reconductible ?

☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 3 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC

3 - 1 - Tranches

Il est prévu une décomposition en tranches :

☐ Oui ☒ Non

3 - 2 - Lots

Il est prévu une décomposition en lots

☒ Oui ☐ Non

Les lots sont décrits au CCAP

3 - 3 - Phases

Il est prévu une décomposition en phases :

☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 4 - PROCEDURE

4 - 1 - Type de procédure

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure adaptée, passée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1, R. 2123-1, R 2123-4 à 6 et R. 2131-12 du code de la commande publique.

4 - 2 - Délai de validité des offres

Le candidat s'engage à maintenir son offre pendant une durée de 210 jours, à compter de la date limite de réception des offres avant négociation et pour la même durée à compter de la date limite de remise des offres après négociation.

4 - 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- l'acte d'engagement pour chaque lot

- le présent Règlement de la Consultation et ses 4 annexes :

- Dématérialisation « ANNEXE RC DEMAT SIGNATURE AE AU DEPOT »

- Note relative à la dématérialisation des factures

- Documents et attestations à fournir par le candidat attributaire.

- Tableau présentation candidatures

- le cahier des clauses administratives particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses 4 annexes :

- Annexe : Développement Durable

- Annexe : Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers

- Annexe : Convention d'interchange relative à l'utilisation de la plateforme « e project »

- Annexe : Recommandations du Comité de Lutte contre l'Infection nosocomiale (CLIN)

PIECES TECHNIQUES :

PIECES ECRITES :

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- La DPGF pour chaque lot
- Le dossier Cfa
- Le dossier CFO
- Le dossier SSI
- Le RICT rapport initial du contrôleur technique – APAVE (dossier CONTROLE TECHNIQUE)
- Le PGC plan général de coordination – APAVE (dossier CSPS - APAVE)
- Le dossier CSSI – SIPREV
- Le dossier RAPPORT AMIANTE DAT
- Le planning prévisionnel
- Les programmes techniques détaillées du CHU

PIECES GRAPHIQUES

Numéro	Désignation	Fichier informatique
EDL.01	Etat des lieux/Existants/Cloisons-Menuiseries-Revêtements-Plomberie	EDL.01_CL.MENUIS.REVT.PB 914.594.pdf
EDL.02	Etat des lieux/Existants/Electricité Courants forts-Courants Faibles	EDL.02_CFO.CFA 914.1189.pdf
EDL.03	Etat des lieux/Existants/Chauffage Ventilations Climatisations	EDL.03_CVC 914.1189.pdf
EDL.04	Etat des lieux/Existants/Fluides Médicaux	EDL.04_FM 914.594.pdf
EDL.05	Etat des lieux/Existants/Niv.-2/Plomberie	EDL.05_NIV-2-EXIST.PB 594.914.pdf
EDL.DOE	Etat des lieux/Existants/DOE SSI	EDL.DOE_SSI 594.914.pdf
DCE.01	DCE / Plan Projet Aménagement	DCE.01_AMENA-100° 594.914.pdf
DCE.02	DCE / Plan de Déposes - Démolitions	DCE.02_DEPOSES.DEMOLITIONS 914.1189.pdf
DCE.03	DCE / Plan Projet Gros Œuvre – Cloisons – Menuiseries Intérieures – Menuiseries Extérieures	DCE.03_GO.CL.MIN.MEXT 914.1189.pdf
DCE.04	DCE / Carnet de détail Projet Auvent Ext. – Menuiseries Extérieures – Menuiseries Intérieures - Box	DCE.04_AUVENT.MEXT.MINT.BOX_CARNET.A3.pdf
DCE.05	DCE / Plan élévations et coupes de principe sur Sanitaires – Douche – Déshabilleur PMR	DCE.05_ELEV.SANIT.ETC-25°_CARNET.A3.pdf
DCE.06	DCE / Plan de Dépose des Réseaux Pressions Plomberie	DCE.06_DEPOSE.PB.RES.PRESSION-100° 594.914.pdf
DCE.07	DCE/Plan Projet Plomberie	DCE.07_PB 914.1189.pdf
DCE.08	DCE / Plan de Dépose Réseaux Plomberie et Gravitaires Niveau -2	DCE.08_NIV-2-DEPOSE.RES.PB-50° 594.914.pdf
DCE.09	Projet / Plan Projet Réseaux Plomberie et Gravitaires Niveau-2	DCE.09_NIV-2-PROJET.RES.PB.GRAVITAIRES-50° 594.914.pdf
DCE.10	DCE / Plan Projet Réseaux Electricité CFo/Cfa	DCE.10_CFO.CFA.SI 914.1189.pdf
DCE.11	DCE / Plan de Déposes Réseaux et Appareillages CVC	DCE.11_DEPOSE.CVC 914.1189.pdf
DCE.12	DCE / Plan Projet Réseaux CVC-Aérauliques	DCE.12_CVC.AERAUL 914.1189.pdf
DCE.13	DCE / Plan Projet Réseaux CVC-Hydrauliques	DCE.13_CVC.HYDRAUL 914.1189.pdf
DCE.14	DCE / Plan Projet Réseaux CVC-Principe Désenfumage	DCE.14_PRINCIPE.DESENF-100° 594.914.pdf
DCE.15	DCE / Plan Projet Calepinage Faux-plafonds	DCE.15_CALEPINAGE-100° 594.914.pdf
DCE.16	DCE / Plan de Déposes Réseaux Fluides Médicaux	DCE.16_DEPOSE.FM-100° 594.914.pdf
DCE.17	DCE / Plan Projet Réseaux Fluides Médicaux	DCE.17_PROJET.FM-50° 594.914.pdf
DCE.18	DCE / Plan Projet Faux-Plafonds-Revêtements-Signalétiques	DCE.18_FX.PLAF-REVT-SIGNAL 914.1189.pdf
DCE.19	DCE / Plan projet Réseaux Désenfumage et CFo/SSI en terrasse	DCE.19_RESEAUX.EN.TERRASSE-100° 594.914.pdf
DCE.20	DCE / Carnet de détails Origines Cheminements Alimentation Extracteurs de désenfumage	DCE.20_CHEMINEMT.ALIM.EXTRACT.DESENF_CARNET.A3.pdf
DCE.21	DCE / Origines des Installations Electricité CFo/Cfa – Sécurité Incendie	DCE.21_ORIGINES.INSTALL.CFO.CFA.SI_CARNET.A3.pdf
DCE.22	DCE / Plan VRD Existants	DCE.22_VRD.EXIST.pdf
DCE.23	DCE / Plan Projet VRD	DCE.23_VRD.PROJET.pdf
DCE.24	DCE / Plan Repérage	DCE.24_REPERAGE.VANNES.CTA.NIV.-2.pdf
INSTALL-CHTIER	DCE / Plan de Principe des Installations de Chantier	INSTALL.CHANTIER-A3.pdf

- Le dossier « DOE » :

- DOE CVC
- DOE CFO CFA
- DOE LAP GO
- DOE LAP SSI
- DOE LAP PB
- Dossier « plans format dwg »

- Le modèle de cadre de réponse « offre »

- les formulaires "Lettre de candidature - désignation du mandataire par ses co-traitants", "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement", "Déclaration de sous-traitance".

4 - 4 - Modalités d'obtention du dossier de consultation par voie électronique

Se reporter à l'annexe relative à la dématérialisation des procédures.

4 - 5 - Modifications de détail du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4 - 6 - Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des charges.

4 - 7 - Renseignements complémentaires

Les candidats pourront, 10 jours maximum avant la date de remise des plis, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires concernant la consultation sur la plateforme Place à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

4 - 8 - Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché public dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

4 - 9 - Mode de financement et de règlement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le financement sera basé sur le budget du CHU

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le paiement interviendra dans un délai maximum de 50 jours

ARTICLE 5 - ESSAIS VISITES ET DEMONSTRATIONS

5 - 1 - Essais ou démonstrations

Sans objet.

5 - 2 - Déroulement des essais ou démonstrations

Sans objet.

5 - 3 - Fin des essais ou démonstrations

Sans objet.

5 - 4 - Visite des locaux

Le CHU organise des visites de ses locaux et des installations concernées par la consultation, avant la remise des offres.

☒ Oui ☐ Non

Les visites sont :

- ☐ OBLIGATOIRES sous peine de rejet de l'offre
☒ FACULTATIVES (mais vivement recommandées)

Les visites sont :

- ☒ Collectives
☐ Individuelles.

Il est demandé à chaque candidat de confirmer sa présence au plus tard 24h avant la date de la visite, sur la plateforme Place, via l'onglet « poser une question », à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

Les visites sont limitées à un nombre de 2 personnes maximum par opérateur économique

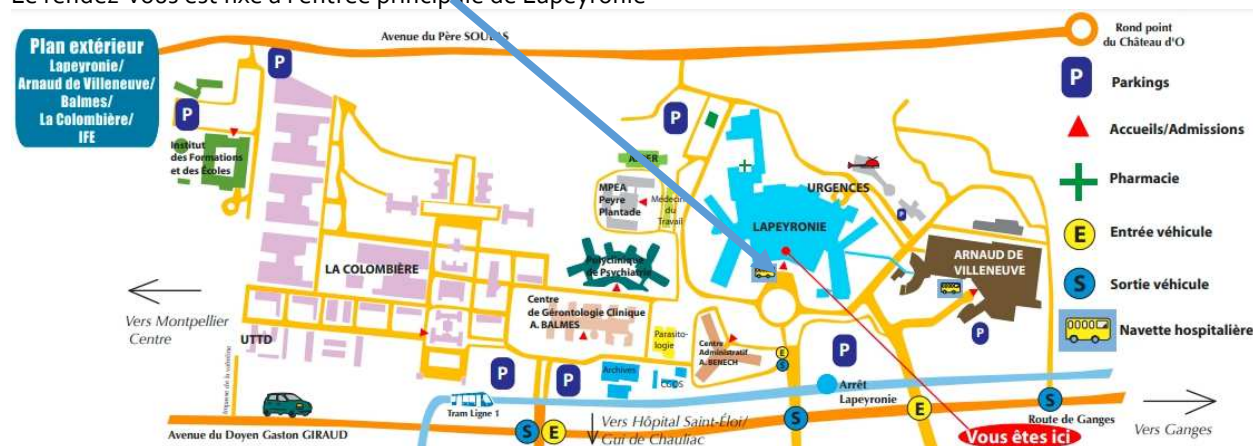
Les dates et heures suivantes sont proposées :

18 décembre 2024 - 10h30

07 janvier 2025 - 10h00

Le candidat peut venir aux 2 visites s'il le souhaite.

Le rendez-vous est fixé à l'entrée principale de Lapeyronie



La visite fera l'objet d'un procès-verbal de visite rédigé sur le champ par l'acheteur et signé par les personnes présentes.

Les candidats peuvent poser des questions, après la visite, sur le profil acheteur, et dans le respect du délai mentionné à l'article 4.7, à l'adresse indiquée en page de garde du présent document, le CHU y répondra sur le profil acheteur.

5 - 5 - Appréciation technique des offres

Pour tous les lots, l'appréciation technique des offres se fera à partir du cadre de réponse répondant aux critères d'analyse comme indiqué à l'article 8 ci-dessous.

ARTICLE 6 - MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES

6 - 1 - Dispositions relatives aux sous-traitants

Le titulaire d'un marché public de travaux, services ou fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, et signé le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur).

6 - 2 - Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

A l'attribution du marché public,

La personne publique n'imposera aucune forme de groupement, toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire

Pour le motif suivant :

Le mandataire du groupement sera solidaire de ses cotraitants, ceci afin d'assurer la continuité de service et d'éviter les retards d'exécution sur le chantier en cas de défaillance d'un cotraitant, retards pouvant impacter le calendrier d'exécution des autres prestataires intervenant sur le chantier.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

- ☐ Oui
☒ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

- ☐ Oui
☒ Non

Il est rappelé qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

6 - 3 - Présentation des plis

Les candidats devront obligatoirement remettre leurs plis de candidatures et d'offres sous forme dématérialisée, sous peine de voir leur offre qualifiée d'irrégulière (articles L.2132-2 et R 2132-7 du code de la commande publique)



Une transmission sur support physique électronique (type clé USB, CD-Rom ...) n'est pas considérée comme dématérialisée.



Une signature manuscrite scannée et apposée sur un document n'est pas considérée comme une signature originale. Elle n'a pas de valeur juridique.




Il est souhaitable que les candidats respectent les noms de fichiers et l'indexation suivante : <nom du fichier>_ <nom du fournisseur> conformément au tableau joint en annexe au règlement de la consultation « modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe candidature et offre par voie dématérialisée »

6 - 4 - Contenu des plis

Chaque candidat transmettra sa candidature et son offre sur la plateforme de dématérialisation PLACE, selon les modalités indiqués dans l'annexe « démat signature AE au dépôt » du présent règlement de consultation.

Le pli du candidat contient **IMPERATIVEMENT** les documents suivants **obligatoirement** présentés en français ou accompagnés d'une traduction en français

• Pour la candidature

CANDIDATURE
<p>- DUME</p> <p>Ou</p> <p>1/ Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants : formulaire joint ou formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent</p> <p>et</p> <p>2/ Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire joint ou formulaire de type DC2 en vigueur ou équivalent)</p> <p>NOTA : En cas de candidature groupée, le formulaire « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » joint (ou formulaire DC2 en vigueur) devra être rempli par chaque membre du groupement.</p> <p>3/ Capacités professionnelles et techniques</p> <p>I- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Une attention particulière sera portée aux travaux réalisés en site hospitalier occupé ou équivalent. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;</p> <p>II- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;</p> <p>III- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;</p> <p>=> Niveaux minimums exigés sur des capacités sous peine de rejet de la candidature</p> <div style="text-align: center;"></div> <p>Lot 7 Courants forts, courants faibles, sûreté et sécurité incendie : <u>QUALIFELEC Installations Électriques Moyen Gros Tertiaire Industrie – MGTI classe 3</u></p> <p>NB : le certificat de qualification exigé ci-avant sera apprécié sur l'ensemble des membres du groupement</p> <p>La qualification demandée peut être remplacée par tous documents équivalents attestant de la capacité à faire par le candidat.</p> <p>4/ Capacité économique et financière</p>

CANDIDATURE

- **Déclaration concernant le chiffre d'affaires global** du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, par tout autre moyen.

Afin de faciliter l'analyse par le Pouvoir Adjudicateur des candidatures, le candidat est invité à compléter le **tableau Excel « Présentation de la candidature »** joint à cet effet dans le DCE (Annexe 1 au présent règlement de la consultation) ou à fournir sur le support de son choix l'ensemble des éléments demandés dans ce tableau

5/ Pouvoir de signature de la personne habilitée

6/ En cas de sous-traitance

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, il devra produire les pièces relatives à ces intervenants, visées dans le présent cadre « Candidature ».

Le candidat précisera dans le tableau Excel « Présentation de la candidature » :

Le ou les sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et l'acceptation du pouvoir adjudicateur. Ainsi que la nature des prestations qu'il sous-traitera (ainsi que les références et qualifications du sous-traitant)

• Pour l'offre

OFFRE



Pièces obligatoires :

Dans le cas où le candidat n'aurait pas remis l'ensemble des documents obligatoires ci-dessous, son offre sera déclarée irrégulière.

1/ L'acte d'engagement à compléter, dater et signer électroniquement par le(s) représentant(s) qualifié(s) du ou des prestataires. **Le candidat qui n'aura pas signé électroniquement son acte d'engagement verra son offre qualifiée d'irrégulière.**

Le candidat veillera à compléter dans l'acte d'engagement, le paragraphe B-1 relatif à sa proposition d'heures d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il est demandé de préciser l'adresse de messagerie électronique dans l'acte d'engagement.

2/ (Par lot), la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) : à compléter **IMPERATIVEMENT** selon le cadre fourni et à déposer **IMPERATIVEMENT** sous la forme de fichiers Excel non protégés

OFFRE

3/ (Par lot), le cadre de réponse fourni, de préférence en.pdf, comprenant la note méthodologique et organisationnelle (pour le lot 4 méthodologie de pose des portes étanches), la démarche environnementale et l'aspect quantitatif de la démarche d'insertion devant **OBLIGATOIREMENT décrire :**

- La méthodologie et organisation pour réaliser les prestations
- Les moyens humains mis en œuvre pour la réalisation des prestations
- La démarche environnementale
- L'aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale (nb d'heure à indiquer dans l'AE)

Dans le cas où le cadre de réponse ne comporterait pas l'ensemble des informations obligatoires ci-dessus, exception faite des éléments relatifs aux démarches environnementales et d'insertion sociale, son offre sera déclarée irrégulière.

Pour chaque item cité précédemment, la note méthodologique et organisationnelle pourra préciser les points suivants pour cette opération de travaux :

- **Méthodologie et organisation pour réaliser les prestations :**
 - o **Prise en compte des contraintes liées à l'activité d'un établissement hospitalier, notamment en termes d'hygiène, de sécurité:** traitement des nuisances liées à un établissement en activité (poussières, bruit, gestion des approvisionnements, livraison des matériaux et équipements, etc.), propreté du chantier/gestion des déchets, etc...,
 - o **Description spécifique au lot, du déroulé des principales phases d'une opération de travaux :** actions préalables à la réalisation des travaux, réalisation des travaux (prise en compte des spécificités du phasage de l'opération), réception et garantie
- **Moyens humains :** Organigramme dédié à l'opération, formations, expériences et qualifications du personnel, **notamment en site hospitalier occupé ou équivalent**, justifiées par des CV ou tout autre document retraçant les diplômes, expériences et qualifications des **encadrants pressentis** (*toutes les données doivent présenter un caractère strictement professionnel*), rôles et missions de chacun des intervenants.

Concernant la démarche environnementale et l'aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale, le candidat pourra développer :

- **Démarche environnementale :** dans le cadre du marché : se référer aux items présentés dans le cadre de réponse.
- **Aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale :** dans le cadre du marché : proposition d'un nombre d'heures d'insertion sociale sur lequel le candidat s'engage

Le cas échéant, le candidat peut compléter cette note avec tous les documents, notes, plans ou schémas qu'il juge nécessaires à la compréhension de son offre.

4/ Les fiches techniques : pour les lots 5, 6, 7 et 9, seules les fiches techniques demandées dans le tableau des marques (onglet de chaque DPGF) seront prises en compte dans le cadre de la conformité de l'offre. Les fiches techniques non exigées dans le tableau des marques ne seront pas analysées.

5/ Les certificats de qualification des intervenants :

Lots 4, 6 : « Certificat de compétence amiante sous-section 4 » en cours de validité, établi pour les activités et interventions sur matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante pour a minima :

- 1 opérateur de chantier
- ET**
- 1 encadrant technique

Lot 7 : habilitations électriques de chaque intervenant œuvrant dans les locaux électriques divers en cours de validité : B1V (électricien exécutant des travaux d'ordre électrique), B2V (chargé de travaux d'ordre électrique) essais, BC, BR (<=400V).

OFFRE

Ou, à défaut, pour ces certifications, un engagement écrit du candidat à ce que ses intervenants soient certifiés à la prise d'effet du marché public.

6/ Le(s) éventuel(s) acte(s) de sous-traitance

Dans l'hypothèse où pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs sous-traitants, il fournira le ou les actes de sous-traitance du ou des opérateurs économiques sur le(s)quel(s) il s'appuie, dûment complété(s), notamment concernant le montant maximum des prestations sous-traitées, daté(s) et signé(s) électroniquement par les représentants qualifiés du candidat et de chaque sous-traitant.

Le candidat qui n'aura pas transmis un acte de sous-traitance **signé électroniquement par les 2 parties**, verra son offre qualifiée d'irrégulière.

En application du code du travail, les candidats doivent indiquer si, dans le cadre de l'exécution du marché public, ils ont l'intention d'avoir recours à des salariés détachés.

La déclaration de détachement doit être conforme aux dispositions de l'annexe au CCAP « Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers ».

POUR L'OFFRE :

En cas d'absence ou d'incomplétude d'une ou plusieurs pièces, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

En application des dispositions de l'article R.2151-1 du code de la commande publique, les offres irrégulières pourront devenir régulières au cours de la négociation, si elle a lieu, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

En application des dispositions de l'article R. 2152-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres finales irrégulières, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Il est rappelé au candidat que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6 - 5 - Envoi et réception des plis

Pour les candidats qui soumissionnent à plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur n'impose pas un dépôt comportant l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en application de l'article R. 2151-6 du Code de la Commande Publique, en cas d'envois successifs, seul le dernier pli reçu pour chaque lot, dans le délai fixé pour la remise des offres, sera pris en considération. Les autres plis précédemment déposés par l'opérateur économique, pour ce même lot, seront rejetés sans avoir été ouverts.

En conséquence, les candidats doivent veiller :

- Lors de chaque dépôt, à sélectionner correctement le n° du ou des lots auxquels ils soumissionnent
- En cas d'omission d'une pièce constituant le dossier de candidature et/ou d'offre sur un ou plusieurs lots, à renvoyer, pendant la période de remise des offres, l'intégralité de leur dossier de candidature et d'offre correspondant au(x) lot(s) concerné(s).

LE DEPOT DES OFFRES SE FERA EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT A L'ADRESSE FIGURANT EN PAGE DE GARDE DU PRESENT DOCUMENT

Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Seuls pourront être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document.

Se reporter à l'annexe concernant la dématérialisation des procédures.

REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse par voie dématérialisée (cf. annexe relative à la dématérialisation des procédures).

Cette copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par tout moyen donnant date et heure certaine (RAR, transporteur, etc.) et parvenir à destination impérativement avant la date et heure indiquées sur la page de garde du présent règlement. L'expéditeur devra tenir compte des aléas de la distribution du courrier, et de la fermeture des services administratifs hospitaliers les samedis, dimanches et jours fériés pour s'assurer de la remise de la copie de sauvegarde dans les délais impartis.

Adresse postale de réception de la copie de sauvegarde :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
CENTRE BELLEVUE
1 place Jean Baumes
Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Achats Travaux – Porte BEL / 1B120
34295 Montpellier Cedex 5

ARTICLE 7 - VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

L'acheteur vérifiera que les candidats ne relèvent pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché public, satisfont aux conditions de participation à la procédure, peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

Si, en application des dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat a présenté sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen, il devra, s'il est désigné attributaire, fournir toutes les informations et justificatifs demandés à l'article 6.4 du présent document, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

Dans le cas de niveaux minimum de capacité imposés, l'acheteur contrôlera le respect de ceux-ci.

En cas de cotraitance ou de sous-traitance, les candidatures seront vérifiées à partir de l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement, y compris celles des sous-traitants sous réserve du respect des dispositions décrites dans l'article 6-4 ci-dessus.

ARTICLE 8 - EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES

L'analyse des offres sera effectuée à partir des critères suivants pondérés :

Critères/Sous-critères		Pondération	Modalités de calcul
Critère 1	Prix global des prestations	50	Une note globale sera ainsi obtenue : <i>Note = <u> </u> Prix le plus bas <u> </u>.</i>

Critères/Sous-critères		Pondération	Modalités de calcul
			<p><i>Prix proposé par le candidat</i></p> <p>Cette note globale sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.</p>
Critère 2	Valeur Technique de l'offre appréciée en fonction de la note méthodologique et organisationnelle fournie	45	<p>Une note globale sera obtenue en additionnant les notes pondérées obtenues pour chaque sous-critère ci-dessous.</p> <p>Cette note globale sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.</p>
<i>Sous-critère 1</i>	<i>Méthodologie et organisation pour réaliser les prestations</i>	<i>70%</i>	<p><i>Pour chaque sous-critère, le candidat obtiendra une note à partir du barème suivant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>1- Insuffisant</i> <i>2- Peu satisfaisant</i> <i>3- Acceptable</i> <i>4- Satisfaisant</i> <i>5- Très satisfaisant.</i> <p><i>Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (5).</i></p> <p><i>Ce ratio sera affecté du coefficient de pondération du sous-critère.</i></p>
<i>Sous-critère 2</i>	<i>Moyens humains mis en œuvre pour la réalisation des prestations</i>	<i>30%</i>	
Critère 3	Démarche environnementale et aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale	5	<p>Une note globale sera obtenue en additionnant les notes obtenues pour chaque sous-critère ci-dessous.</p> <p>Cette note globale sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.</p>
<i>Sous-critère 1</i>	<i>Démarche environnementale</i>	<i>60%</i>	<p><i>La démarche environnementale sera appréciée en fonction du cadre de réponse complété par le candidat. Pour ce sous-critère, le candidat obtiendra pour chacun des items listés dans ce cadre de réponse une note à partir du barème suivant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>0- Absent ou sans lien direct avec l'objet du marché (ex : politique générale de l'entreprise)</i> <i>1- Acceptable</i> <i>2- Très satisfaisant.</i> <p><i>Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (nombre d'items demandés*2).</i></p> <p><i>Ce ratio sera affecté du coefficient de pondération du sous-critère.</i></p>
<i>Sous-critère 2</i>	<i>Aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale : proposition d'un nombre d'heures d'insertion sociale</i>	<i>40%</i>	<p><i>La démarche d'insertion sociale sera appréciée en fonction du nombre d'heures d'insertion proposé par le candidat et indiqué dans l'acte d'engagement :</i></p> <p><i>Note = $\frac{\text{Nombre d'heures proposées par le candidat}}{\text{Nombre d'heures le plus haut constaté}}$</i></p>

Critères/Sous-critères		Pondération	Modalités de calcul
			<p><i>Cette note sera affectée du coefficient de pondération du sous-critère.</i></p> <p><i>Un nombre d'heures non renseigné par le candidat sera considéré comme égal à 0. Si tous les candidats ne proposent pas d'heures d'insertion, ils se verront attribuer la note de 0 à ce sous-critère.</i></p>

ARTICLE 9 - VARIANTES

9 - 1 - Variantes à l'initiative des soumissionnaires (variantes libres)

Les variantes à l'initiative des candidats sont-elles autorisées : ☐ Oui ☒ Non

9 - 2 - Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (PSE obligatoires ou facultatives ou solutions alternatives)

Variantes proposées par l'acheteur : ☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 10 - NEGOCIATION

L'acheteur engagera des négociations.

☒ Avec les candidats qui auront remis une offre dans les délais impartis (y compris une offre irrégulière ou inacceptable)

Toutefois, En tant que procédure adaptée, l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas engager de négociations conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique.

☒ La négociation portera sur tout objet utile à l'acheteur, sans pouvoir modifier de manière substantielle les conditions initiales du marché public

Les candidats sont informés que la négociation peut être menée sous forme d'entretiens ou via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

En cas de négociation menée sous forme d'entretiens avec les candidats : les candidats seront informés de la date, de l'heure et du lieu des entretiens par écrit (courrier adressé via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Chaque candidat sera représenté par 3 personnes au plus dont une personne habilitée à engager la société.

Les dates et heures limites de remise des offres modifiées suite à négociation seront confirmées par écrit de l'acheteur via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les candidats devront renvoyer leur offre dans les délais impartis sur ce même support.

Les nouvelles offres seront alors analysées conformément à l'article 8 du règlement de la consultation.

En cas de négociation menée via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr> : les dates et heures limites de remise des nouvelles offres suite à négociation seront confirmées par écrit de l'acheteur via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les candidats devront renvoyer leur offre dans les délais impartis sur ce même support.

Les nouvelles offres seront alors analysées conformément à l'article 8 du règlement de la consultation.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que l'offre finale devra impérativement être remise sous format électronique via la plateforme avec une signature électronique.

Aucune offre finale ne pourra être transmise par mail sous peine d'irrégularité de l'offre.

Il est précisé aux candidats que l'absence de nouvelle offre suite à la négociation conduira le pouvoir adjudicateur à prendre en considération la première offre déposée.

ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

Conformément aux articles L2141-2 et 3, R2143-7 à 10 et R 2144-4 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra transmettre les éléments et attestations qui justifient qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

En cas de sous-traitance, le candidat doit transmettre ces documents pour le ou les sous-traitants.

En application de l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, Les candidats authentifiés pourront déposer et rendre accessibles leurs certificats, à jour, dans leur coffre-fort électronique.

Celui-ci se trouve sur la page d'accueil de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il n'est pas nécessaire de déposer également ces certificats dans l'offre : ils seront accessibles, à la condition que le moyen d'accès au coffre-fort ait été précisé dans l'offre.

Les certificats concernés sont les suivants :

- L'impôt sur le revenu, les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par la mutuelle sociale agricole ;
- La cotisation retraite délivrée par l'organisme Pro BTP ;

En application de l'article L241-1 du code des assurances, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché public est tenu de produire une attestation d'assurance décennale, en complément et selon les mêmes modalités que la production des pièces, attestations et certificats exigés.

Conformément à l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire devra être transmise à la notification du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

En cas d'absence de certificats valides, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

ARTICLE 12 - NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC

La notification consiste en l'envoi d'une copie de l'accord cadre au titulaire via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

ARTICLE 13 - RECOURS CONTENTIEUX

13 - 1 - Instances chargées des procédures de recours contentieux

Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Tel : 04 67 54 81 00

Fax : 04 67 54 74 10

Toute demande d'informations sur les voies et délais de recours doit être formée auprès de la présente juridiction.

13 - 2 - Introduction des recours contentieux

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché public.